Bulletin de méthodologie sociologique

Bulletin of sociological methodology

80 | 2003

October

Les enquêtes de victimation et la connaissance de la délinquance

Victimization Surveys and Knowledge of Delinquency

Philippe Robert, Marie-Lys Pottier et Renée Zauberman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bms/272>

ISSN : 2070-2779

Éditeur

Association internationale de méthodologie sociologique

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2003

Pagination : 5-24

ISSN : 0759-1063

Référence électronique

Philippe Robert, Marie-Lys Pottier et Renée Zauberman, « Les enquêtes de victimation et la connaissance de la délinquance », *Bulletin de méthodologie sociologique* [En ligne], 80 | 2003, mis en ligne le 09 juillet 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bms/272>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© BMS

Les enquêtes de victimation et la connaissance de la délinquance

Victimization Surveys and Knowledge of Delinquency

Philippe Robert, Marie-Lys Pottier et Renée Zauberman

- 1 Les enquêtes de victimation constituent le premier effort d'envergure pour enrichir la connaissance d'un phénomène social — la délinquance — de données quantitatives à grande échelle qui ne soient pas le sous-produit de comptages d'activité administrative.
- 2 Jusqu'à maintenant, les comptes-rendus chiffrés de l'activité des tribunaux, puis ceux de leurs auxiliaires — d'abord l'administration pénitentiaire, ensuite la police — ont constitué les seules grandes données quantitatives disponibles dans ce domaine.

L'hégémonie des statistiques administratives

- 3 Après quelques balbutiements de l'Absolutisme éclairé — l'enquête de Pierre-Léopold en Toscane, celle de Montyon dans le ressort du Parlement de Paris (Perrot, 1976) — c'est au tout début du XIX^e siècle que la statistique judiciaire prend son envol en Angleterre et en France.
- 4 Mais le véritable point de départ sera la publication, en 1827, du premier *Compte général de l'administration de la Justice criminelle en France*.
- 5 Dès le début, on s'est interrogé sur la capacité de cette statistique à rendre compte de la délinquance : toutes les situations susceptibles de constituer des infractions, sont-elles soumises au juge ? Manifestement pas pour de multiples raisons. Comment se contenter alors du recensement des cas qui lui parvenaient ?
- 6 Longtemps, on s'est satisfait du postulat — assez fragile — posé en 1836 par Adolphe Quételet : tant que le fonctionnement des institutions pénales ne se modifiait pas fortement, on pouvait tenir le mouvement de leurs comptages comme raisonnablement représentatifs du mouvement de la délinquance.

- 7 La question revenait cependant périodiquement. Dans les années 1930, Thorsten Sellin a conseillé de se fier surtout aux observations situées le plus en amont possible dans le processus pénal, en pratiquant celles de police.
- 8 A partir de ce moment, les statistiques policières ont progressivement détrôné les anciens comptages judiciaires. En France, elles apparaissent — de manière sommaire et presque clandestine — à partir de 1950 ; elles deviendront publiques et prendront de l'ampleur à partir de 1972, d'autant que le ministère de la Justice abandonne son vénérable *Compte général* à la fin des années 1970 et peine à mettre sur pied un nouveau système statistique qui ne joue plus aucun rôle dans la mesure de la délinquance.
- 9 Au début des années 1960, Thorsten Sellin propose un système de pondération pour « améliorer » la statistique policière.
- 10 Toutefois, à partir de cette même époque, se contenter de ces données pour mesurer la délinquance est de plus en plus considéré comme problématique.
- 11 L'article de Cicourel et Kitsuse dans *Social Problems* relance le débat qui rebondira, en France, avec la relecture par Michèle Perrot des *Comptes généraux* en 1975 et, deux ans après, l'article de Philippe Robert dans *Déviance et Société*.
- 12 Il est de plus en plus admis que les chances d'enregistrement d'un événement dans les données officielles dépendent de la propension à informer les services officiels (renvoi ou *report*), de la priorité que ceux-ci accordaient à sa découverte et de la facilité ou de la difficulté de cette entreprise (visibilité de l'auteur et/ou de son acte), enfin de la disposition et de la capacité de ces institutions à traiter effectivement cette affaire... de sorte que la capacité des comptages officiels à « représenter » les comportements commis est matière empirique et, d'ailleurs, variable selon les cas. S'en contenter pour la connaissance de la délinquance paraissait de moins en moins suffisant.

La recherche d'autres termes de comparaison institutionnels

- 13 Les doutes persistants sur la suffisance de ces comptages institutionnels pour connaître la délinquance ont conduit à leur chercher des éléments de comparaison dans des enregistrements non-pénaux des mêmes événements.
- 14 Ainsi, a-t-on comparé les comptages policiers des *homicides* à la statistique des causes de décès dont disposent les services sanitaires de tous les pays développés ; ou les statistiques des vols à l'étalage aux calculs de la démarque inconnue, c'est-à-dire de la différence entre un inventaire physique ou un inventaire comptable ; ou encore les données pénales sur la *fraude fiscale* à celles que procurent les travaux du Conseil des impôts...
- 15 Cet effort pour rechercher dans d'autres secteurs des termes de comparaison aux statistiques pénales a trouvé son point culminant dans les travaux sur les « costs of crime », déjà encouragés par la Commission présidentielle d'enquête sur le crime, dite Wickersham (1931).
- 16 Malgré toute l'ingéniosité ainsi déployée, le remède ne pouvait s'appliquer que dans le nombre limité de cas où il s'avérait possible de trouver des termes de comparaison. En outre, il ne permettait souvent que des comparaisons très approximatives, en termes d'ordres de grandeur globaux.

- 17 Pendant ce temps, les statistiques pénales administratives demeuraient le principal outil de connaissance de la délinquance ; mais les doutes sur leur suffisance enflaient à un moment où les politiques publiques de sécurité perdaient pied face à une montée en puissance sans précédent de la petite délinquance de prédation, concomitante à l'entrée dans la société de consommation.

Se résoudre à faire enquête

- 18 Aussi, s'est-on finalement résolu à produire des données au lieu de se borner à emprunter celles des questionnaires. Comment réaliser des enquêtes à grande échelle sur la délinquance ? Schématiquement, deux démarches ont été successivement tentées : d'abord, interroger des échantillons de population pour savoir qui avait commis telle ou telle infraction ; plus tard, à l'inverse, demander qui en avait été victime.
- 19 Sur la première — « Self-Reported Delinquency Studies » — qu'il suffise de rappeler que les premières expérimentations remontent à des enquêtes sur la délinquance juvénile (Porterfield, 1946 ; Nye et Short, 1957) entreprises après la Seconde Guerre mondiale. Malgré quelques audaces devenues coutumières, on n'est pas trop sûr que cette démarche soit très crédible en dehors de son domaine d'élection, la délinquance juvénile. Même dans ce cadre restreint, les enquêtes de délinquance auto-reportée n'ont donné lieu en France, jusqu'à une date très récente, qu'à quelques très rares tentatives monographiques plus ou moins fiables. La situation est peut-être en train de changer progressivement, grâce notamment à l'enquête récemment menée à bien par Roché (2001).
- 20 Cette technique a quand même débordé dans un domaine qui tient, il est vrai, d'assez près la délinquance juvénile — la consommation de substances prohibées — pour lequel elle tend à devenir un mode d'information très utilisé, d'abord en Angleterre et Galles (Sharp *et al.*, 2001), puis en France même grâce aux efforts de l'Observatoire français de la drogue et des toxicomanies (Choquet *et al.*, 2002 ; Beck *et al.*, 2002).
- 21 Quant à l'autre grande méthode d'enquête sur la délinquance, les « Victimization Studies » ou enquêtes de victimation, elle a été inaugurée, au cours des années 1960, par des expériences réalisées par Philip Ennis et A. Reiss, Jr., pour une Commission présidentielle d'enquête sur le crime, dite Katzenbach (The President's Commission..., 1967). Sa fortune a été ensuite extraordinaire. Aucune autre sorte de recherche sur le crime n'a mobilisé, et de manière durable, autant de spécialistes, de crédits et d'ingéniosité méthodologique. Pour la première fois, la science du crime construisait à grande échelle des bases de données autonomes.
- 22 Routinisée aux Etats-Unis depuis les années 1970, en Angleterre une décennie plus tard, la production d'enquêtes de victimation s'est aussi intensifiée, à une cadence moins systématique néanmoins, aux Pays-Bas, au Canada, en Suisse... Il existe aussi, depuis quelques années, un ambitieux programme d'enquêtes internationales de victimation : lancé par Jan Van Dijk, Patricia Mayhew et Martin Killias (1990 ; voir aussi Mayhew *et al.*, 1997 et Van Kesteren *et al.*, 2000).
- 23 En France, la première enquête nationale a été réalisée au CESDIP au milieu des années 1980 (Zauberman *et al.*, 1995). Une décennie, elle est restée sans lendemain : en raison de la taille nécessaire des échantillons, ces enquêtes coûtent trop cher pour qu'il soit possible de les développer sans financement spécial ; les producteurs de statistiques officielles — les ministères de la Justice et surtout de l'Intérieur — répugnaient à

commanditer le développement d'un outil de connaissances qu'ils percevaient comme concurrent et gros de douloureuses remises en question. Tout a changé au milieu des années 1990 : sous l'impulsion de programmes européens de production d'enquêtes, l'INSEE a entrepris d'inclure un module de victimation dans son enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages. L'exploitation de la première de ces campagnes a permis, par une comparaison avec l'enquête CESDIP des années 1980 et avec les données policières, de clarifier l'évolution décennale des prédatons et des agressions (Robert *et al.*, 1999). L'analyse détaillée des campagnes ultérieures est actuellement en cours au CESDIP.

- 24 Cette sorte d'enquête n'est pas utilisée seulement au niveau national. La tendance à la localisation des politiques publiques de sécurité conduit encore à les mettre en oeuvre à des paliers plus locaux. Le CESDIP avait réalisé à la fin des années 1980 une enquête expérimentale dans une commune de la banlieue parisienne et dans une grande agglomération de province. Le programme Ville du CNRS a été l'occasion de mettre au point et de valider un instrument d'enquête locale, d'abord testé dans une métropole régionale. C'est lui qui a servi de base à la création pour la région Ile de France d'un dispositif d'enquêtes périodiques de victimation destinées à suivre l'évolution de la délinquance, de l'insécurité et des caractéristiques des populations touchées par ces événements (Pottier *et al.*, 2002).
- 25 La méthode a aussi été mise en oeuvre pour étudier des problèmes particuliers : ainsi la violence en milieu scolaire où elle sert de contrepoint aux relevés institutionnels de l'Education nationale ou la victimation féminine avec la récente Enquête nationale de violence envers les femmes en France (ENVEFF, voir Jaspard *et al.*, 2003) .

Tableau 1 : Les enquêtes de victimation en France

(en préparation/under preparation)

L'instrument : Le questionnaire

(en préparation/under preparation)

L'instrument : L'échantillon

(en préparation/under preparation)

Limites et apports des enquêtes de victimation

- 26 Pas plus que les sources traditionnelles, les enquêtes de victimation ne constituent pas une panacée qui dispenserait de toute autre investigation.
- 27 Elles supposent une victime capable de répondre à l'enquête, ce qui exclut les infractions qui la font disparaître (homicide réalisé...), celles où la victimation est seulement indirecte (fraude fiscale...), celles enfin où il n'existe pas de victime individuelle directe (immigration irrégulière...); elles nécessitent encore que la victime soit disposée à répondre, ce qui exclut les infractions consensuelles ou conspiratoires (corruption, consommation de substances prohibées...) ou celles dont la définition est trop compliquée pour être comprise de la même manière par tous les enquêtés (abus de confiance, escroquerie).

- 28 Elles sont surtout utilisées dans le domaine — il est vrai, très débattu actuellement — des agressions et vols de toutes sortes.
- 29 Il faut aussi savoir surmonter les oublis, mauvaises datations ou réticences à répondre, ce qui demande la mise en oeuvre de compétences particulières dans la construction des instruments d'enquête et dans l'analyse des résultats.
- 30 Introduire l'enquête de victimation dans la palette des instruments de connaissance de la délinquance procure, tout d'abord, une information sur l'importance des victimations non-enregistrées par les pouvoirs publics.
- 31 Qui plus est, elle permet de savoir si la différence entre les deux sources est due seulement à la propension des victimes à informer les autorités ou aussi aux modes d'enregistrement policier de certains contentieux.
- 32 Ce résultat serait, toutefois, d'un maigre intérêt si l'on n'explorait pas d'autres informations contenues dans les enquêtes.
- Du côté de ceux qui ne déclarent pas, pourquoi s'abstient-on ? parce qu'on juge l'incident trop bénin (une simple tentative...) ou parce qu'on estime la démarche inutile ? Ces victimes inertes sont-elles perturbées par ce qu'elles ont subi ?
  - Du côté de ceux qui déclarent, quelle suite a été donnée à leur démarche ? Comment apprécient-ils l'accueil qu'ils ont reçu et les diligences opérées par les administrations ?

L'enquête de victimation : un projecteur à différentes visées

- 33 L'apport des enquêtes ne se limite pas à ces éléments de comparaison ; elles contiennent aussi des informations qu'aucune statistique officielle ne peut fournir.
- 34 Quel est le périmètre de la population touchée ? Un score élevé dans la statistique policière peut signifier soit une victimation intense (des cibles concentrées, mais frappées à répétition), soit une victimation étendue (des victimes nombreuses), ce qui n'appelle pas du tout les mêmes politiques.
- 35 La notion de population touchée n'est pas seulement quantitative : on peut vivre un même incident de manière dramatique ou avec une certaine sérénité ; les attentes envers les autorités ne sont pas les mêmes dans un cas et dans l'autre.
- 36 Ce déplacement du projecteur — du simple comptage des victimations à la manière de les vivre — fait apparaître encore d'autres aspects de la délinquance bien plus importants que son dénombrement. Ainsi, le poids des conditions d'existence dans l'exposition au risque de victimation, également sa concentration sur certains groupes, enfin les relations complexes qui existent entre la victimation, la peur du crime pour soi et les siens, et la préoccupation pour l'insécurité comme problème social.
- 37 L'ensemble de ces éléments peut se résumer dans la construction de typologies de victimes qui prennent place à côté des différents indicateurs de prévalence, d'incidence, de report...
- 38 On ne fait pas appel seulement à la police ou à la gendarmerie ; on peut se tourner aussi vers les assurances, les fournisseurs d'équipements de sécurité ou les services d'aide aux victimes... Avoir une vue d'ensemble de ces renvois et de leurs résultats constitue un élément important d'aide à la décision.

- 39 Il ne s'agit pas de disqualifier une source par l'autre — de toute manière, elles n'abordent pas la délinquance sous le même aspect — mais de confronter les apports de l'une et de l'autre. Non seulement chaque source permet de mieux interpréter les résultats de l'autre, mais, en outre, chacune fournit des informations que l'autre n'apporte pas, de sorte qu'elles se complètent, à condition de savoir les comparer.

Représentativité de l'échantillon en Île-de-France

- 40 La représentativité de l'échantillon a été étudiée sur les critères suivants :

- le sexe
- l'âge [variables contrôlées en cours de passation]
- l'activité
- le niveau d'études et le diplôme obtenu
- la taille des ménages
- la PCS.

Tableau 2 : Comparaison de l'échantillon et du recensement selon la PCS

- 41 (en préparation/under preparation)
- 42 Un essai de pondérations de calage sur ces données du recensement n'amène pas de corrections significatives sur les prévalences.

Quels résultats fournissent les enquêtes de victimation ?

Des indicateurs

- la prévalence — périmètre de population touchée par la victimation (c'est l'indicateur le plus fiable)
- le risque — prévalence des ménages ou personnes susceptibles, en raison de leur équipement, de subir une victimation (cas des véhicules)
- l'incidence — volume de la victimation subie (soumis à une incertitude, la précision de l'information sur le nombre de faits subis)
- Le taux de plainte
- l'incidence apparente — volume de la victimation reportée aux autorités.

Des typologies

- des victimes
- des victimations

Des informations sur le sentiment d'insécurité

- la préoccupation pour l'insécurité
- les peurs dans différents lieux (pour soi ou pour ses proches).

Une étude des victimations sur des territoires

- zonage administratif — les départements et leur regroupement
- zonage morphologique — critères de type géographique, densité du tissu urbain : rural, urbain, périurbain, villes nouvelles...

- zonage géo-social — construction à partir d'un ensemble de variables : géographiques (types de communes — présence de ZUS, ZRU, ZFU) ; sociaux (base îlots (INSEE) — répartition socio-professionnelle, positions sur le premier axe de la typologie Tabard à quatre classes) ; environnement (type d'habitat du quartier) ; jugement sur le quartier (agréable.../...difficile).

Quelques résultats d'enquêtes de victimations

43 (image Échelle des prévalences en préparation/under preparation)

La prévalence

- 44 Si on s'arrête aux *périmètres des populations touchées* en trois ans par les différentes atteintes, leurs ordres de grandeur — c'est d'ailleurs toujours le cas — varient considérablement : de moins de 1 % à presque 20 %.
- 45 On peut les classer en quatre niveaux :
- celles dont le périmètre se situe autour de 1 % de la population francilienne, les agressions sexuelles (0,74) et celles entre proches (1,13) ;
  - celles qui se situent entre 5 % et 10 % des Franciliens, les agressions tout-venant (6,67), les vols personnels (7,93), les vols de deux-roues (8,88), enfin les cambriolages (9,52)... en notant que ces deux dernières victimations — comme toutes les suivantes — atteignent tout le ménage et pas seulement l'enquêté ;
  - entre 10 % et 15 %, le vol de voitures (14,85) ;
  - enfin, un autre groupe comprenant d'autres atteintes au véhicule : les vols à la roulotte (18,80) et les dégradations et destructions (18,91).
- 46 Les victimations personnelles — agressions, vols — se situent en bas de la distribution des prévalences, les plus sérieuses — agression sexuelle ou entre proches, violence ayant causé une ITT¹ — étant au plus bas.
- 47 En haut se concentrent les atteintes aux véhicules². L'extension de l'enquête à des victimations généralement peu explorées (ainsi les dégradations) permet de mieux situer ce phénomène : non seulement la voiture constitue une source massive de contentieux d'accidents ou de violations des règles de circulation, mais encore, elle représente, et de beaucoup, la principale cible de prédation. A cela d'ailleurs, rien d'étonnant : c'est à la fois un bien coûteux et un objet valorisé par les modes de vie contemporains ; et il est souvent facilement accessible, puisque stationné sur l'espace public.
- 48 En position intermédiaire, on trouve le cambriolage, une victimation collective un peu particulière puisqu'elle vise les biens mais atteint aussi l'intimité du foyer.
- 49 (image Echelle des multivictimations en préparation/under preparation)

La multi-victimation

- 50 Autre grande conclusion : ces différentes victimations sont plus ou moins *répétitives* : la multi-victimation varie de manière importante — en fait de 1 % à 2 %, entre 1,22 % et

2,49 % — ce qui n'est pas sans influencer sur le sérieux de l'atteinte. Mais l'ordonnancement n'est plus du tout le même que pour les prévalences.

- les vols personnels (1,22), cambriolages (1,22) et vols de deux-roues (1,28) sont très faiblement répétitifs ;
- viennent ensuite les agressions sexuelles (1,49), vols de voitures (1,49), vols à la roulotte (1,49) et agressions tout-venant (1,59) ;
- les dégradations de véhicules (1,65) se détachent un peu, de ce point de vue, des autres atteintes aux véhicules, on le conçoit aisément ;
- les agressions entre proches (2,49) constituent un cas à part ; l'observation est classique et on en a déjà expliqué la raison : tant que la victime n'a pas fait son deuil de la relation avec le proche agresseur, elle hésite souvent à prendre les mesures ou à susciter les interventions susceptibles d'interrompre la réitération de la violence.

- 51 Cette particularité donne un relief sérieux à cette forme souvent négligée d'agression.
(image renvoi par les victimes à la police en préparation/under preparation)

La propension à mobiliser des recours institutionnels

- 52 Nous distinguons dans ce graphique toutes les attitudes des victimes face à l'événement qu'elles ont subi. Certaines personnes auront vécu le vol ou l'agression sans informer les services de police, d'autres l'auront simplement signalé, d'autres enfin auront déposé une plainte.
- 53 Le comportement de plainte varie, comme d'habitude, dans des proportions importantes, avec toujours le même paradoxe : globalement, les victimes d'atteintes patrimoniales se tournent plus vers la police ou la gendarmerie que celles d'agressions. Les victimes de violences sexuelles hésitent à faire appel à ces institutions parce qu'elles craignent de subir une nouvelle épreuve ; celles qui ont été agressées par un proche hésitent souvent à faire intervenir un tiers dans une relation privée ; quant aux autres violences, rares sont celles qui sont assez caractérisées pour justifier un renvoi. Cependant, même les taux de plainte pour les victimations patrimoniales paraissent globalement faibles dans cette enquête, une particularité qui s'explique souvent par le poids des simples tentatives, accessoirement par le recours à des modes d'information de la police (par téléphone) qui excluent le dépôt formel d'une plainte.
(image typologie des agressions en préparation/under preparation)

Les typologies

- 54 L'exemple de typologie que nous avons choisi porte sur les victimes d'agressions recensées dans les enquêtes EPCV (conditions de vie des ménages, INSEE de 1996, 1997 et 1998 — échantillons non répétitifs) :
- un tiers ont seulement subi une agression verbale, des injures ou des menaces ;
  - 29 % se plaignent de coups ;
  - pour 16 %, l'agression a occasionné des blessures ;
  - enfin, pour 6 %, les blessures ont été suffisantes pour entraîner une incapacité temporaire de travail.
- 55 I. Le *premier groupe* (26,05 %) rassemble des victimes de violences, souvent à répétition, au domicile, voire sur le lieu de travail, entre gens qui se connaissent. La propension au

renvoi est faible, même si la peur est répandue au moins au domicile ; il s'agit d'une scène de la *vie privée*, on ne se trouve pas du tout ici dans un type de violence / risque urbain, car elle ne se déroule pas dans l'espace public. Milieu rural et professions agricoles sont sur-représentées dans ce groupe. Cette sorte d'agression apparaît plutôt comme le dérapage violent d'une relation privée (ou professionnelle). On pense naturellement à la violence familiale, mais il se trouve que les femmes ne sont guère sur-représentées dans ce groupe, dans aucun autre d'ailleurs.

- 56 II. Un *deuxième type* (27,25 %) nous ramène en ville et dans la *rue*. Toutefois, ces urbains provinciaux de bon niveau éducatif et propriétaires de leur logement, ne recourent pas davantage à la police et n'ont pas peur : même répétée (moins souvent pourtant que pour le groupe précédent), leur aventure ne les dissuade pas de sortir le soir. Une des figures possibles de ces violences est la rixe entre automobilistes qui peut aller jusqu'aux coups.
- 57 III. Un *troisième groupe* (23,8 %) nous fait passer de la grande ville de province à la métropole parisienne ; il s'agit plutôt cette fois d'altercations (largement verbales), particulièrement dans les *transports en commun*, probablement entre jeunes. En tout cas, la jeunesse des victimes (les moins de 25 ans sont nettement surreprésentés) est patente, celle aussi des étudiants ou de jeunes diplômés aux ressources encore précaires. Comme on le pense bien, le recours à la police est encore une fois largement absent, mais l'appréhension est bien présente, du moins lors des sorties nocturnes.
- 58 IV. Le *dernier type* (22,90 %) est le seul où le dépôt de plainte soit bien attesté. Il s'agit, il est vrai, d'agressions entraînant des blessures, éventuellement avec arrêt de travail. De surcroît, la victime est souvent âgée (sur-représentation des retraités et des plus de 65 ans). On pourrait parler de *vraie agression* dans la mesure où il s'agit d'une violence caractérisée par un inconnu. On pourrait penser, comme cas typique, au vol avec violence, par exemple à l'arrachage du sac de la vieille dame.
- 59 Avec quelques variations — que favorise la faiblesse relative des effectifs — on retrouve dans les différentes typologies d'agressés un certain nombre de constantes : la diversité des scènes (la rue, les transports en commun, parfois le quartier défavorisé, le domicile et le lieu de travail) avec une sorte de dégradé allant du très public au très privé, mais aussi du très anonyme au très connu ; on trouve aussi le contraste entre la « vraie » agression et l'altercation...

Que comptent les statistiques de police ?

- 60 Pour une comparaison des résultats des enquêtes de victimation et des statistiques de police, il faut s'interroger sur ce que comptent ces statistiques.
- 61 – Elles comptent les crimes et délits dont les services de police et les unités de gendarmerie ont eu connaissance et qui sont consignés dans une procédure judiciaire transmise au parquet.
- 62 – Pour qu'une infraction soit connue des services de police ou de gendarmerie, il faut :
- Soit qu'elle ait été constatée par les services eux-mêmes ;
  - Soit qu'elle ait fait l'objet d'une plainte par la victime.
- 63 Sont exclus de la statistique institutionnelle (dite état 4001) :
- Les contraventions de toute nature
  - Les délits routiers

- Les faits mentionnés en « main courante »
- Les infractions constatées par d'autres institutions (douanes, inspection du travail, répression des fraudes...).

Exemple de comparaisons entre données d'enquête et statistiques policières

(en préparation/under preparation)

- 64 L'un des objectifs des enquêtes de victimation est la confrontation de deux mesures de la délinquance : celle basée sur l'interrogation des personnes sur les victimations subies, d'une part ; la statistique des faits enregistrés par les services policiers, de l'autre.
- 65 Nous prenons, comme illustration de cette démarche, les données concernant les vols personnels en Ile-de-France pour les années 1998-1999-2000 et les statistiques policières sur cette même période. Nous rappelons que l'indicateur qui permet cette comparaison est l'incidence apparente, soit le nombre de faits ayant fait l'objet d'une plainte auprès des services de police.
- 66 Les vols simples rapportés à la police selon les enquêtés (1ère barre à gauche) représentent à peine la moitié des vols enregistrés (dernière barre, à l'extrême droite). Comment rendre compte de cet écart ? La notion de vol simple ne paraît pas être la même pour les particuliers et pour les policiers. Par exemple, ceux-ci ne disposent pas d'une catégorie spécifique de vols de vélos, alors que l'enquête, elle, relevait l'information. La deuxième barre du graphique ajoute ce type de vols aux vols simples. Néanmoins, le score policier n'est pas encore rejoint. Il faut donc chercher d'autres catégories de vols que les policiers ont intégré dans leurs comptages. C'est vraisemblablement le cas de certains vols au domicile, réalisés sans effraction et qui, quoiqu'en pensent les victimes, ne sont pas juridiquement des cambriolages. Si on les ajoute à leur tour (barre 3 à partir de la gauche), l'écart avec la statistique des vols se réduit encore. On fait aussi l'hypothèse que certains vols que les enquêtés ont mentionnés comme violents ne l'étaient cependant pas suffisamment pour que le policier l'enregistre dans la rubrique « vols avec violence » : pour un vol consommé mais sans atteinte physique caractérisée, on peut imaginer un procès-verbal pour vol simple. Effectivement, rajouter ces cas recensés dans l'enquête finit de combler l'écart observé au départ de notre raisonnement. Cette dernière hypothèse est confortée si l'on considère la catégorie des vols violents qui, elle, était en excès dans l'enquête par rapport aux données policières.
- 67 (image vols divers 2 en préparation/under preparation)
- 68 Cette coïncidence finale ne doit pas faire oublier l'écart très important entre le nombre d'incidents mentionnés par les victimes dans l'enquête (*incidence*) et l'enregistrement policier : la dernière barre du graphique montre un écart de l'ordre de 1 % à 3 % entre ces deux mesures.

Préoccupation sécuritaire et peurs de la délinquance

(image préoccupation sécuritaire en préparation/under preparation)

- 69 A la préoccupation est consacrée une question, classique et souvent testée, demandant de choisir parmi plusieurs problèmes de société celui qui devrait constituer la priorité pour le gouvernement. La délinquance arrive au premier rang avec 39,21 % devant la pauvreté (25,87) et le chômage (24,64).³

- 70 La peur du crime est beaucoup plus éclatée que la préoccupation sécuritaire. Outre les deux questions classiques — peur chez soi, peur dehors — on a aussi exploré les craintes dans les différents moyens de transport en commun et aussi une série de peurs pour les enfants.
- 71 La peur — pour soi ou pour ses proches — varie beaucoup selon la situation : rare *chez soi* (8,29 %), elle est, comme il est naturel, beaucoup plus répandue *seul le soir dans son quartier* (29,10 %).
- 72 On observe même une sorte de palmarès de la peur dans les moyens de transport : si l'on néglige le tramway trop peu répandu en région Parisienne (6,56 %), on va du bus (18,92) au train (27,95), au métro (30,06) pour culminer avec le RER (33,20).
- 73 Quant aux peurs pour les enfants, elle atteignent des fréquences apparemment proches de la peur pour soi dans le quartier⁴ mais avec une grosse moitié de *sans objet*, ce qui veut dire que la peur pour les enfants est, pour ceux qui l'éprouvent, quasiment double de la peur pour soi.

BIBLIOGRAPHIE

Beck F., Legleye S., Peretti-Watel P. (2002) Alcool, tabac, cannabis et autre drogues illicites parmi les élèves de collèges et de lycée. *ESPAD 99 France European School Project on Alcohol and Other Drugs*. Tome 2, Paris, OFDT.

Choquet M., Ledoux S., Hassler C. (2002) Alcool, tabac, cannabis et autre drogues illicites parmi les élèves de collèges et de lycée. *ESPAD 99 France European School Project on Alcohol and Other Drugs*, Paris, OFDT/INSERM.

Cicourel A.V., Kitsuse J., I. (1963) A Note on the Uses of Official Statistics, *Social Problems*, 12, 131-139

Compte général de l'administration de la justice criminelle en France pendant l'année 1825, (1827), présenté au Roi par le Garde des Sceaux, Ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice, Paris, de l'Imprimerie royale.

Jaspard M., Brown E., Condon S., Firdion J.-M., Fougeyrolas-Schwebel D., Houel A., Lhomond B., Maillolhon F., Saurel-Cubizolles M.-J., Schiltz M.-A. (2003) *Les violences envers les femmes en France. Une enquête nationale*, Paris, La Documentation française.

Mayhew P., Van Dijk J.J.M. (1997) *Criminal Victimization in Eleven Industrialised Countries. Key Findings from the 1996 International Crime Victims Survey*, Den Haag, WODC.

Nye I.E., Short J.F. (1957) Scaling delinquent behavior, *American Sociological Review* 22, 2, 326.

Perrot M. (1975) Délinquance et système pénitentiaire en France au XIX^e siècle, *Annales ESC* 30, 1, 67-91.

Perrot M. 1976 Premières mesures des faits sociaux : les débuts de la statistique criminelle en France (1780-1830), in INSEE (dir.), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, INSEE/ Economica, 125-137.

- Pottier M.-L., Robert P., Zauberman R. (2002) *Victimation et insécurité en Ile-de-France. Les résultats de la première enquête (2001) Rapport final*, Paris/Guyancourt, IAURIF/CESDIP.
- Porterfield A.L. (1946) *Youth in Trouble*, Fort Worth, Leo Portishman.
- Robert Ph. (1977) Les statistiques criminelles et la recherche, *Déviance et Société* 1, 1, 3-27.
- Robert P., Zauberman R., Pottier M.-L., Lagrange H. (1999) Mesurer le crime. Entre statistiques de police et enquêtes de victimation, *Revue française de sociologie* 40, 2, 255-294.
- Roché S. (2001) *La délinquance des jeunes. Les 13-19 ans racontent leurs délits*, Paris, Seuil.
- Sellin T. 1931 The basis of a crime index, *The Journal of Criminal Law and Criminology* 22, 335-356.
- Sharp C., Baker P., Goulden C., Ramsey M., Sondhi A. (2001) *Drug misuse declared in 2000 : key results from the British Crime Survey, Findings 149*, London, Home Office Research and Statistics Directorate.
- The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. (1967) *The Challenge of Crime in a Free Society*, Washington DC, US Government Printing Office.
- Van Dijk J.J.M., Mayhew P., Killias M. (1990) *Experiences of Crime across the World. Key findings from the 1989 International Crime Survey*, Deventer - Boston, Kluwer.
- Van Kesteren J., Mayhew P., Nieuwebeerta P. (2000) *Criminal Victimization in Seventeen Industrialised Countries. Key Findings from the 2000 International Crime Victims Survey*, 187, The Hague, WODC.
- Wickersham Commission. (1931) *National Commission on law observance and Enforcement. Report on the Cost of Crime*, Washington, DC.
- Zauberman R., Robert P. (1995) *Du côté des victimes, un autre regard sur la délinquance*, Paris, L'Harmattan.

NOTES

1. Avec une prévalence de 0,45 %, un sur deux cents.
2. Si les vols de deux-roues figurent parmi les prévalences inférieures à 10 %, elles le doivent à la relative rareté de cet équipement. Les ménages qui en possèdent sont soumis, on l'a vu, à un risque bien plus élevé.
3. Les autres préoccupations proposées font des scores très modestes : la pollution, 6,32 ; le SIDA 3,96.
4. A l'école, 25,84 ; dans les transports en commun, 28,36 ; ailleurs, 28,62 ; dans la rue, 31,26... mais seulement 17,47 dans les lieux de loisirs.

RÉSUMÉS

Cet article est basé sur une présentation le 11 avril 2002 au Séminaire de méthodes d'enquêtes INED-Société française de statistique à l'INED, salle Alfred Sauvy, 133, boulevard Davout, 75020 Paris. Après avoir retracé l'histoire de l'émergence des enquêtes de victimation parmi les données quantitatives servant de base à l'analyse du phénomène criminel, cet article en expose les apports, comme les limites. Il présente la structure de base d'un questionnaire d'enquête et

divers modèles d'échantillonnage. Enfin, il donne quelques résultats tirés de l'enquête menée dans la région Ile-de-France sur les années 1998-1999-2000, complétés par un exemple de comparaison avec les statistiques policières.

This article is based on an 11 April 2002 presentation at the Survey Methods Seminar of INED and the French Society of Statistics at INED (salle Alfred Sauvy, 133, boulevard Davout, 75020 Paris). After presenting the historical background of victimization surveys in the framework of quantitative data used in the analysis of crime, this article presents the contributions and limits of such surveys. It provides the basic structure for such questionnaires and various sample frameworks. In closing, it gives results based on a survey in the Paris region in 1998-2000, and compares them with related police statistics.

INDEX

Mots-clés : Mesure de la délinquance, Statistiques pénales, Enquêtes de victimation

Keywords : Measures of Delinquency, Criminal Statistics, Victimization Surveys

AUTEURS

RENÉE ZAUBERMAN

(CESDIP - CNRS, cesdip@wanadoo.fr)